

MANIFESTE

POUR UN GRAND SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE D'AVENIR

La question des transports a pris un tour inquiétant dans le débat public alors même qu'elle se trouve aujourd'hui au cœur d'enjeux essentiels: climat et environnement, santé publique, aménagement du territoire, enjeux sociaux et économiques.

Quasi absents de la loi sur la transition énergétique, les transports font l'objet de décisions et de travaux pour le moins contradictoires avec l'apparence d'un consensus sur la nécessité de rééquilibrer les parts des différents modes en faveur des plus vertueux, singulièrement le mode ferroviaire.

Présenté comme historique, l'accord «COP21» ne donne aucune obligation aux états pour privilégier les modes de transports les plus écologiques... ce qui les laisse libres de poursuivre des politiques de transports qui tournent le dos aux exigences environnementales.

La libéralisation des transports de voyageurs par autocars incluse dans la loi Macron, les décisions visant les trains Intercités induites par le rapport de la commission Duron, les trains express régionaux (TER) fragilisés par une concurrence routière déloyale et la baisse des moyens aux collectivités territoriales illustrent les contradictions fortes entre les discours sur le développement durable et les actes.

Le transport des marchandises, livré à l'hégémonie du mode routier, est totalement abandonné à la seule volonté du marché qui ignore l'intérêt général et reporte sur la collectivité toute entière la prise en charge des coûts qu'il génère (infrastructure, pollution, accidents, congestion...).

Or, il s'agit là d'une grande question de société qui doit tenir une place centrale dans le débat politique.

Réfléchir à la façon dont nous transporterons demain les personnes et les biens dans une société où les besoins de mobilité croissent de façon importante implique une approche multimodale équilibrée.

Redonnons au rail toute sa place : les transports ferroviaires de passagers et de marchandises doivent redevenir de grands services publics. L'Etat et les Régions doivent, en cohérence, assumer et développer leurs rôles d'Autorités Organisatrices des Transports, avec les moyens nécessaires en terme de financements et de moyens humains. La SNCF, entreprise publique, doit en être l'instrument. Elle doit être dotée des capacités nécessaires, tant en terme d'infrastructures que d'emplois et de compétences.

Cela implique l'accès au transport ferroviaire pour tous les citoyens aux mêmes conditions et sur l'ensemble du réseau national modernisé et rénové.

Il est aussi urgent de développer le transport marchandise en relançant le «wagon isolé» (trafic diffus), développant les liaisons ferroviaires avec les ports français et remettant en place des zones logistiques reliées au fer dans les zones urbaines.

Il faut moderniser et maintenir le réseau ferré et notamment les lignes capillaires qui assurent une desserte fine du territoire tant pour les passagers que les marchandises.

Il est nécessaire de régler la question de la dette, de mettre en place de nouveaux financements pérennes (bénéfices autoroutiers, versement transport, contribution du transport routier, épargne populaire, TVA à 5,5 %...), de rétablir la vérité des prix entre les différents modes de transport en intégrant les coûts externes.

Il faut aussi impulser le développement d'une grande filière industrielle notamment dans la conception et la fabrication du matériel roulant.

Signataires de ce manifeste, nous considérons que le mode ferroviaire garde non seulement toute sa pertinence pour opérer le rééquilibrage entre les modes de transports, mais qu'il est aussi un outil moderne incontournable pour atteindre le changement de notre mode de développement et de croissance que la situation exige.

Ce principe essentiel que nous portons doit se décliner en propositions concrètes et précises. Il y a urgence! Nous sommes à un moment critique qui impose de trouver des réponses claires en termes de choix de société.

Avec ce manifeste nous entendons ouvrir un espace d'échanges, enrichir la réflexion collective, intervenir dans le débat politique en organisant des initiatives publiques et ainsi peser sur les décisions à venir.

A....., Le.....

Les premiers signataires,